

Sauvy ! Reviens ! La réflexion démographique se meurt, comme la natalité française !

Posté le : 28 mars 2020 17:30 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Concepts fondamentaux, Pays en voie de développement, Crise systémique, Attitudes, Histoire économique récente, hyperfiscalité, Economie et politique, sécurité sociale

La démographie est aujourd'hui plus que jamais un terrain miné, ce qui n'aurait pas surpris Alfred Sauvy qui, le premier et dès l'entre-deux guerres, a été confronté à l'envie de non-dit et surtout à la propagation d'erreurs tragiques mais que certains souhaitaient entendre et diffuser.

Les statistiques démographiques sont aujourd'hui ou interdites ou torturées lorsqu'on évoque le vieillissement et le « grand remplacement », c'est-à-dire la substitution de la population indigène par des groupes venus massivement d'ailleurs et qui sont d'ores et déjà devenus majoritaires dans certaines parties de la France. Certains groupes, dès qu'ils sont majoritaires, écartent les mœurs locales et veulent imposer leurs propres conceptions dont certaines sont plutôt éloignées du modèle français de démocratie et de liberté.

La négation démographique pèse lourd dans les phénomènes politiques et économiques. Elle crée des contradictions insurmontables entre doctrines et effets de l'application des doctrines. Elle obère gravement la manière d'observer et d'interpréter la réalité. Certains démographes sont devenus d'incontournables « menteurs compulsifs » et imposent l'histoire rêvée que le politiquement correct du moment exige, qui est actuellement « de gauche ». Donc les faits sont « fascistes », comme on disait à l'Odéon en 1968, et ne doivent pas empêcher de penser bien. Vis à vis de telle réalité la gauche bien-pensante, à la remorque des socialistes révolutionnaires (Trotskistes et Communistes résiduels, Marxistes indémodables, hyper-gauchistes, Verts anti-capitalistes, Anarchistes violents, technicien de la révolution pour la révolution, ex-Maoïstes regrettant leur jeunesse où ils applaudissaient aux exécutions de masse en Chine de « mandarins » par leur propre enfant et la Révolution Culturelle...) a toujours appliqué la séquence popularisée par Léon Chaix : occultation, le plus longtemps possible, négation, quand on ne peut plus cacher, minimisation quand on ne peut plus nier et exonération quand les faits s'étalent dans leur splendeur. Cette manière de faire protège son magistère et sa domination de l'opinion.

Nous sommes de ceux qui ne comprennent pas vraiment pourquoi on devrait accepter une telle obfuscation de l'observation et de la réflexion sur des faits de sociétés majeurs.

Le plus gros mensonge est d'avoir fait croire pendant des décennies que la natalité « française », contrairement aux autres pays se maintenait fort correctement. L'Italie, le Japon, l'Allemagne et les pays de l'Est récemment libérés du joug communiste faisaient figure de cas malades, avec des taux de fécondité très en dessous des seuils de renouvellement de la population, et des baisses effectives de la population globale dans certains pays, très visibles comme au Japon.

En vérité, le phénomène a été exactement le même en France pour les Français de souche. Comment le savoir puisque les statistiques de ce type sont interdites ? Rien de plus simple. Certains sites de généalogie présentent des statistiques totalement publiques sur les lignées proprement françaises, c'est-à-dire sur les noms de famille prévalents en France depuis 1890. En suivant la natalité de ces lignées, on obtient des évolutions frappantes par leur convergence.

On connaît par exemple pour les dix noms les plus répandus actuellement en France et l'évolution

des naissances par tranches de 25 ans (1890-1915, 1916-1940, 1941-1965, 1966-1990). Malheureusement il manque la séquence 1990-2015, le site (philae) ayant voulu montrer les résultats sur un siècle seulement.

Pour les confinés curieux qui ont du temps à utiliser intelligemment, il suffit de prendre soit les 10 premiers noms, soit les 100 premiers, soit cent noms au hasard, et de faire les additions et les comparaisons. Nous l'avons fait et il n'y a pratiquement pas de variations dans les résultats. Il est donc peu probable qu'en faisant une addition exhaustive on trouve une variation significative.

Donnons ici les résultats sur les dix premiers noms puisque tout le monde peut faire la vérification en moins d'une demi-heure.

C'est une population d'environ 1.200.000 personnes que l'on peut suivre sur un siècle. L'étiage 1890-1915 est très bas, avec moins de 210.000 naissances en une génération. Le malthusianisme du XIXe siècle est bien connu. Il a été accusé par la grande stagnation de la fin du siècle, après la défaite de 1870 et la perte des réserves d'or de la France, qui a permis à l'Allemagne de fonder le Mark, mais assommé l'économie française. Après la saignée de 14-18, la courbe des naissances se redressent de 25% avec autour de 262.000 naissances. Ce n'est pas un « boom » mais les mesures natalistes et les alertes démographiques commencent du fait des pertes de la guerre et du grand nombre de femmes qui ne peuvent pas trouver mari. « Sans doute, l'opinion française n'a-t-elle pas encore saisi la liaison étroite, directe, entre les difficultés aiguës que nous connaissons actuellement et le mal chronique, indolore à ses débuts, qui nous touche depuis plus d'un demi-siècle... » écrit Sauvy, sans distinguer entre la première et la seconde partie de ce demi-siècle. Le boom arrive entre 1941 et 1965, avec plus de 355.000 naissances soit une hausse de près de 40% sur le quart de siècle précédent et près de 70% par rapport à la fin du XIXe siècle.

Rappelons qu'il s'agit de lignées proprement françaises, portant les noms les plus portés il y a plus de cent ans et probablement depuis plusieurs siècles. La lignée des Martin remonte aux Romains !

Que se passe-t-il entre 1966 et 1990 ? **Le chiffre baisse !** On ne constate plus que 321.000 naissances. La baisse est de 10%, ce qui peut paraître faible. Compte tenu de la diminution de la mortalité, il est probable que le nombre de membres des lignées concernés a continué de croître. Mais la chute a commencé, sous l'effet de mai 1968, de la légalisation de l'avortement, de la destruction du mariage, de la « pilule » qui permet la liberté sexuelle des femmes sans le risque d'enfantement et de l'action des mouvements féministes qui refusent que la femme soit considérée autrement que comme un homme comme les autres et exigent qu'elle s'éloigne des nécessités de l'enfantement et de la famille. Dès les années 70, on ridiculise le discours nataliste. Michel Debré est caricaturé avec un entonnoir sur la tête comme un foldingue du « natalisme » qui renverrait les femmes à leur rôle primaire de poule pondeuse et à leur fonction sociale de maîtresse du gynécée. Les démographes qui dans la foulée de Sauvy, avaient souligné l'importance d'une natalité forte sont écartés au profit des servants du nouveau discours. Il n'y a aucun problème démographique ! Pas d'inquiétude ! Certes les femmes ne font plus d'enfants aux âges habituels mais elles le feront plus tard. Ce discours tenu par exemple par Le Bras dès le début des années 80 s'est sublimé sur la côte Ouest des Etats-Unis où les post modernistes suggèrent que les femmes congèlent leurs ovules pour faire des enfants lorsqu'elles seront à la retraite !

La femme au foyer se retrouve bientôt seule, sans repères sociaux et ridiculisée par les journaux féminins qui jusque-là valorisaient ses tâches traditionnelles. Des journaux comme Marie-Claire migrent vers les bons conseils érotiques et abandonnent les aiguilles à tricoter, comme les recettes de cuisine. Cosmopolitain, sous inspiration féministe américaine, est une revue entièrement tournée vers les exigences de la nouvelle femme qui se comporte comme un homme, trompe son mari sans vergogne, se réalise sur tous les plans, aspire à l'égalité des salaires plus qu'à créer une atmosphère aimante dans sa famille, etc. Le taux de divorce augmente rapidement et atteint près de 50% des

ménages mariés à Paris dès les années 80 (on n'en est aujourd'hui à près de 75%) . Giscard est passé par là et Mitterrand accélère la cadence.

Ce changement de paradigme est l'explication majeure de la chute de la natalité, alors que la mortinatalité, encore forte au lendemain de la guerre, devient très faible.

Une baisse de la natalité de notre échantillon paraît faible mais le taux de 10% est trompeur car le nombre des femmes en âge de procréer ayant augmenté de 40%, on aurait dû retrouver une hausse, même plus faible. . En fait le trou entre la valeur qu'aurait donné la prolongation de la tendance précédente et le chiffre réel se situe sans doute entre 40 à 50%. Il s'agit bien d'une rupture significative et d'une grande ampleur.

On ne connaît pas les chiffres de l'échantillon pour la période 1990 à nos jours, mais on sait quel a été le désastre global. Selon l'Insee le « taux de natalité » qui était de 20.6 pour mille en 1950 et passé à 11.8, soit une baisse de moitié. L'indicateur de fécondité est descendu à 189 venant de 294, en tenant compte des naissances de mères immigrées, donc là encore il s'agit d'une baisse de près de 50% pour les autochtones. Tout s'est accéléré. On sait les mesures antinatalistes assumées prises par Hollande et Macron. Désormais et depuis désormais plusieurs années, le nombre des naissances globales baisse, de plus en plus lourdement, alors que les chiffres tiennent compte de la surnatalité des familles immigrées venues par le regroupement familial, l'immigration légale et illégale.

La rupture constatée en 1990 est donc devenue « une descente aux enfers » et il est désormais certain que la population globale de notre échantillon a commencé sa baisse et pas seulement celui de ses naissances. Ajoutons que la surmortalité des personnes âgées due au Sars-Covid-2 va frapper principalement les populations enracinées qui ont plus subies le vieillissement que les nouveaux entrants.

Si on tient à une bonne appréciation démographique, il faut donc admettre qu'on assiste aujourd'hui à la réduction progressive mais accélérée des lignées françaises anciennes, qui ont dû atteindre leur pic autour de l'an 2000, au profit des populations immigrées puisque la population globale continue à augmenter en France. La seule incertitude n'est pas de savoir si les populations natives deviendront minoritaires mais si elles le seront en 2060 ou en 2100.

Il reste à déterminer si la substitution de population dans une ancienne « patrie » devenue un « territoire » avec des archipels ethniques ou culturels en tension, est une bonne perspective ou non. Le politiquement correct du moment exige qu'on affirme que oui mais ne veut pas qu'on sache que l'affaire est en cours, sorte d'hommage du vice à la vertu. L'instinct patriotique stipule que non, mais est encouragé à se taire. Il y aurait quelque honte passéiste à s'en prévaloir. Un tel déchirement est pénible car ce débat n'a rien de vénéneux et porte sur des aspects réellement fondamentaux de ce qui fonde l'organisation sociale, la nation et le régime politique.

Il est clair qu'un pays qui se ferme et ne fait plus d'enfants va faire face à de graves inconvénients. Au Japon, les économistes ont déjà calculé que certaines villes ne pourront bientôt plus faire face à leur entretien. Comme les grands châteaux qui étaient fait des villes associées à un régime social sont tombés en désuétude puis en ruine, des villes entières subiront le même sort. Au Japon la population a baissé d'environ 2.000.000 de personnes depuis son pic, soit **une ville comme Paris**. L'Allemagne a une population stagnante et même légèrement déclinante depuis longtemps. La population de la Turquie qui était à peu près le quart de celle de l'Allemagne il y a cinquante ans est désormais quasiment la même. En termes de pouvoir politique et de diplomatie, l'effondrement démographique a un impact violent, comme on le voit dans les discussions Merkel Erdogan.

Du point de vue des libertés individuelles, il n'y a guère débat. La possibilité offerte à chacun de ne

se pas se heurter à des interdictions de séjour et de contrat est une extension des possibilités de se réaliser. C'était le fondement de la Communauté européenne : « Je ne te crains pas, voisin européen et je t'accorde chez moi, les « droits de » qu'exercent à mes propres citoyens ». Il y a juste un hic : « est-ce qu'il est légitime que je ne te craigne pas ? » Le Royaume-Uni entrant que nation souveraine a jugé au vu de l'expérience qu'il y avait beaucoup à craindre.

Du simple point de vue économique, il n'y a pas plus de question non plus. L'économie ne distingue pas le genre, la nationalité, l'origine ethnique des acteurs, qu'ils produisent, consomment ou épargne. Dans un pays en épuisement démographique, l'apport quantitatif de l'immigration peut être très bénéfique, avec un vieillissement global retardé, l'élargissement du marché intérieur, la disposition de plus de salariés, une plus grande énergie, liée à la jeunesse. La baisse de la natalité comme au Japon, a des effets au début très favorables (le capital se retrouve dans moins de mains, avec un effet richesse), mais à terme, on tombe obligatoirement dans la régression économique. Là aussi, il y a juste un hic : que le pays reste concurrentiel et conserve son plein emploi, sa croissance et ses réserves de précaution.

Du coup le débat se déplace sur le terrain du système politique et social. Faut-il des politiques publiques et si oui, comment résistent-elles à une extinction graduelle de la population soit à la substitution d'une population par une ou plusieurs autres ? La question est d'autant plus forte si on a construit un état-providence, qui risque de devenir un open bar pour le monde entier.

Si le système social pousse à l'intégration immédiate de l'immigration par le travail avec une volonté de minimiser les inconvénients d'une immigration de peuplement, dans une économie compétitive et florissante, réticentes à distribuer le fruit du travail des uns pour satisfaire le besoin de consommation des autres, mêmes inactifs, le doigt est constamment sur la jauge et sur les flux, l'immigration peut être un moyen de compenser les chutes de naissances. Mais faut-il abandonner tout objectif nataliste national de redressement de la fécondité et laisser aller les choses jusqu'au remplacement de population ?

En choisissant l'offuscation au détriment de la réflexion, les politiques Français stérilisent un débat fondamental et certains peuvent penser que la France a perdu toute chance de convertir l'immigration en force complémentaire de son propre dynamisme au nom d'une forme de nihilisme individualiste porteur des pires maux.

Aujourd'hui le pays voit son « stock » dévitalisé, comme disent les éleveurs de chevaux, et remplacé progressivement par un stock extérieur qui n'a pas été mis en position d'être pleinement utile à la nation, alors qu'il subit de plein fouet les effets délétères de ses options socialistes ou social-démocrates, bureaucratiques et gauchistes, en matière de santé publique, d'éducation, de justice, d'activité économique, de fiscalité et d'endettement etc.

C'est sur cette base démographique hasardeuse que le pays, ruiné, affronte le drame humain vécu par la partie âgée et l'effondrement économique en cours, du fait du Sars-Cov-2, dans l'imprévoyance totale de ses dirigeants.

Il est regrettable que les préoccupations démographiques qui, sont une réalité profonde à larges effets et qui impacte la plupart des grandes questions nationales, soient à ce point mis sous le boisseau et écartées du débat public, alors qu'elles conditionnent largement la conception des politiques à conduire.